

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MARCHE N°2025-01

ETUDE SUR LA DIFFUSION DES MUSIQUES ACTUELLES EN OCCITANIE POUR LE CENTRE NATIONAL DE LA MUSIQUE

Procédure de passation : Procédure adaptée passé selon la procédure décrite des articles R. 2123-1 et suivant du code la commande publique

Nom et adresse officiels de l'acheteur : Centre national de la musique (CNM) – 151-157 avenue de France – 75013 Paris ; représenté par l'ordonnateur principal de l'établissement

Service émetteur : Action Territoriale

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

A QUOI SERT UN CCAP ?

Les stipulations du présent CCAP précisent les dispositions administratives propres au marché public conclu avec le Titulaire à l'issue de la procédure de passation du marché public visée à l'article « PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE ». En cas d'allotissement, il est commun à tous les lots de la procédure de passation. Les spécifications techniques particulières des prestations sont données dans le(s) Cahier(s) des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

SOMMAIRE

Préambule	5
Parties contractantes	5
Présentation de l'établissement	5
Article 1. Objet de la consultation – Dispositions générales	5
Article 1.1. Objet du marché	5
Article 1.2. Mode de passation et forme du marché	6
Article 1.3. Allotissement	6
Article 1.4. Périmètre de l'étude	6
Article 1.5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) « Options »	6
Article 1.6. Variantes	6
Article 1.7. Réglementation applicable	6
Article 1.8. Ordre de service	6
Article 2. Durée du marché - Délai d'exécution - Reconduction	7
Article 2.1. Durée du marché	7
Article 2.2. Reconduction	7
Article 3. Modalités d'exécution	7
Article 3.1. Mise en place de l'équipe technique	7
Article 3.2. Respect des délais d'exécution et modification du calendrier	7
Article 4. Pilotage et conduite des prestations	7
Article 4.1. Le pilotage des prestations	7
Article 4.2. La conduite des prestations par une personne nommément désignée	7
Article 5. Echanges et relecture des livrables	8
Article 6. Pièces contractuelles du marché	8
Article 7. Prix du marché	9
Article 7.1. Forme du prix	9
Article 7.2. Mode d'établissement du prix du marché	9
Article 7.3. Contenu du prix	9
Article 8. Modalités de règlement de prestations	10
Article 8.1. Paiement	10
Article 8.2. Paiement des cotraitants	10
Article 8.3. Périodicité des paiements	10

Article 8.4. Demandes de paiement	11
Article 8.5. Taux de TVA	13
Article 8.6. Monnaie	13
Article 8.7. Transmission des factures	13
Article 9. Avances	13
Article 10. Garantie	15
Article 11. Clause de réexamen	15
Article 11.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	15
Article 11.2. Remplacement d'un membre du groupement en cours d'exécution.....	15
Article 11.3. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution.....	16
Article 11.4. Réexamen sur l'augmentation des prix (hors révision des prix).....	16
Article 12. Pénalités.....	17
Article 12.1. Généralités	17
Article 12.2. Pénalités pour non-respect des échéances intermédiaires (sur la base du planning d'exécution validé par l'Acheteur) et de dépassement des délais d'exécution des prestations (rendu des livrables)	17
Article 12.3. Pénalités en cas de non-respect des prescriptions du CCTP et/ou des engagements pris par le candidat dans son cadre de réponse technique	18
Article 12.4. Absence à une réunion.....	18
Article 12.5. Pénalités diverses	18
Article 12.6. Plafonnement des pénalités	18
Article 12.7. Seuil d'exonération des pénalités	18
Article 13. Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats	18
Article 14. Protection des données à caractère personnel	20
Article 15. Obligations des parties.....	20
Article 15.1. Obligations du titulaire.....	20
15.1.1. Obligation de conseil	20
15.1.2. Obligation d'information	20
15.1.3. Obligation de confidentialité	20
15.1.4. Mesures de sécurité	21
15.1.5. Responsabilité du titulaire	21
15.1.6. Obligation d'informer l'Acheteur en cas de changement dans l'entreprise.....	21
15.2. Obligation du CNM	21
Article 16. Constatations de l'exécution des prestations	21
Article 16.1. Opérations de vérification	21
Article 16.2. Décision après vérification	22

Article 17. Dispositions diverses	22
Article 17.1. Forme des notifications et des informations	22
Article 17.2. Sous-traitance	23
Article 17.3. Assurances	24
Article 17.4. Langues	24
Article 17.5. Autres obligations administratives	25
Article 18. Résiliation et adaptation /Suspension du marché	25
Article 18.1. Résiliation.....	25
Article 18.2. Adaptation/suspension du marché	26
Article 19. Redressement ou liquidation judiciaire	26
Article 20. Différends et litiges	27
Article 21. Litiges et contentieux	27
Article 22. Dérogations aux documents généraux	28

Préambule

Parties contractantes

Contrat conclu entre :

- D'une part, l'acheteur identifié en page de garde du présent document, représenté par son Président, et désigné ci-après sous le terme de « l'acheteur » ou « le CNM » ou « l'Etablissement Public » ou « le Maître d'Ouvrage »
- D'autre part, l'(les) entreprise(s) attributaire(s) du présent contrat, représentée(s) par la personne qualifiée ayant signé l'Acte d'Engagement, et désignée(s) ci-après sous le terme de « le Titulaire ».

Présentation de l'établissement

Le Centre national de la musique (CNM) est créé le 1er janvier 2020 par la LOI n° 2019-1100. Cet établissement public à caractère industriel et commercial réunit, depuis le 1er novembre 2020, les structures préexistantes suivantes :

- Le Centre National de la Chanson, des Variétés et du Jazz (CNV) ;
- Le Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles (IRMA) ;
- Le Bureau Export ;
- Le Club Action Labels Indépendants Français (CALIF) ;
- Le Fond pour la Création Musicale (FCM).

Le CNM est sous tutelle du ministère de la Culture. Il constitue un outil supplémentaire au service de la politique publique de celui-ci, en matière de musique. Son rôle est de contribuer à garantir la liberté, la diversité et le renouvellement de la création musicale, partout sur le territoire national ; permettre aux auteurs, compositeurs, artistes et à la pluralité des professionnels qui les soutiennent, de créer, d'aller à la rencontre de tous les publics et de rayonner dans le monde.

Le CNM a également pour rôle la sauvegarde des acteurs de l'industrie musicale et des variétés. Il est l'opérateur de l'État, qui lui a confié la gestion de fonds de sauvegarde.

Article 1. Objet de la consultation – Dispositions générales

Article 1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude quantitative et qualitative sur les acteurs de la diffusion en région Occitanie, hors festivals (*ces derniers faisant l'objet d'observation par ailleurs*), avec une attention particulière portée aux diffuseurs occasionnels et aux équipements à petite jauge ayant une activité dans ce domaine. Ce travail doit s'appuyer à la fois sur une analyse macroéconomique contextuelle, mais aussi sur une bonne connaissance du secteur et de ses spécificités. Il a également pour objet de travailler sur la question de l'emploi des équipes artistiques.

Le livrable attendu alliera un état des lieux cartographié concernant les années 2022, 2023 et 2024, complété par des données socioéconomiques et des éléments d'analyse et de prospective sur ces trois années.

Article 1.2. Mode de passation et forme du marché

La consultation est établie dans le cadre d'une procédure adaptée.

Le marché prend la forme d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

Article 1.3. Allotissement

Le marché n'est pas alloté conformément à l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, le non-allotissement est justifié par les caractéristiques techniques de l'objet même du marché qui ne permet pas l'identification de prestations distinctes et dont l'allotissement rendrait plus difficiles, voire impossibles, ses conditions d'exécution.

Article 1.4. Périmètre de l'étude

Le périmètre de l'étude s'étend sur l'ensemble de la région Occitanie. La restitution de l'étude aura lieu lors d'une réunion en région Occitanie avec le CNM, la Drac Occitanie et à la Région Occitanie.

Article 1.5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) « Options »

Sans objet.

Article 1.6. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 1.7. Réglementation applicable

Le marché est soumis au Code de la Commande Publique (ci-après « le Code »). Il est aussi soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF du 1er avril 2021).

Article 1.8. Ordre de service

En complément de l'article 3.8.1 du CCAG-PI, les ordres de service sont datés, signés et notifiés par l'acheteur au titulaire et n'ont pas à être signés par ce dernier.

Conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-PI, le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur par tout moyen, dans un délai de sept jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-PI, sous peine de forclusion.

Conformément à l'article 3.8.4 du CCAG-PI, en cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement qui a seule qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

Article 2. Durée du marché- Délai d'exécution- Reconduction

Article 2.1. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour être effectif tout au long du travail de mesure pour lequel le titulaire aura été engagé.

Le présent marché est conclu pour une durée de 8 mois à compter de la date de notification et prend fin à la suite du dernier livrable attendu et de la tenue de la réunion de restitution de l'étude.

Article 2.2. Reconduction

Le marché ne sera pas reconduit.

Article 3. Modalités d'exécution

Article 3.1. Mise en place de l'équipe technique

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements, etc.), même si ceux-ci sont amenés à se déplacer en dehors et dans les locaux du CNM.

Il ne peut pas exister de lien de subordination entre le personnel du titulaire et le CNM. Ainsi, pour l'organisation de la prestation, le titulaire désigne au sein de l'équipe d'intervenants, un coordonnateur ou un référent en charge notamment du suivi opérationnel des prestations.

Article 3.2. Respect des délais d'exécution et modification du calendrier

Le point de départ des différents délais d'exécution est précisé dans le CCTP.

En tout début de marché, il sera établi, avec le titulaire, sur la base du calendrier prévisionnel proposé lors de la remise de son offre, un calendrier de remise des livrables qui sera rendu contractuel et définira les différentes étapes et délais d'exécution des livrables. Ce calendrier détaillé d'exécution se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter une date contractuelle, il dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la survenance du fait générateur pour formuler une demande de prolongation. Cette demande expose clairement les causes du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé. Le calendrier d'exécution pourra être modifié par ordre de service adressé au titulaire.

Article 4. Pilotage et conduite des prestations

Article 4.1. Le pilotage des prestations

Le pilotage des prestations est réalisé au travers des réunions réalisées entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire.

Article 4.2. La conduite des prestations par une personne nommément désignée

Le titulaire doit désigner nommément une personne pour l'exécution des prestations.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG PI, lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences techniques au moins équivalentes (transmission du nom et du curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent), et d'une connaissance similaire de l'exécution marché.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3 du CCAP.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

En complément de l'article 3.4.3 du CCAG-PI, en aucun cas cette nouvelle désignation ne peut justifier une augmentation des prix du marché.

Article 5. Echanges et relecture des livrables

Le prestataire devra remettre, à l'issue de la phase 1, un premier livrable comprenant un rapport avec données brutes et une synthèse des entretiens, puis un rapport avec données brutes.

A l'issue de la phase 2, le prestataire devra remettre un livrable comprenant un rapport intermédiaire et une analyse des données socioéconomiques.

A la phase 3, le prestataire devra rendre un livrable dont un rapport final de 20 pages minimum, pouvant être adapté (mise en page pouvant être modifiée et chartée), des datas exploitables par le commanditaire et un résumé exécutif de 2 pages maximum.

Enfin le prestataire devra présenter les principaux résultats de l'étude à la direction du CNM au cours d'une réunion de restitution.

Les modalités de validation et de vérification des livrables par l'acheteur sont prévues à l'article 16 du présent document.

Article 6. Pièces contractuelles du marché

Par dérogation ou en complément à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles, les pièces contractuelles du marché sont, exclusivement par ordre de priorité décroissante :

- **Acte d'Engagement (AE)** et ses éventuelles annexes. L'AE est établi en un seul original lors de l'attribution du marché, l'exemplaire original est conservé par le CNM fait seule foi.
- Les éventuelles informations complémentaires fournies aux candidats en cours de consultation (modifications de détail au dossier de consultation et réponses aux questions posées par les candidats) ;
- **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** et ses annexes éventuelles.
- Le présent **Cahier des clauses administratives Particulières (CCAP)** et ses éventuelles annexes
- **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)**.
- La **proposition technique et financière** du titulaire.
- **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCG-PI, la DPGF n'a pas valeur contractuelle.

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige. Cette disposition, consécutive à l'ordre de priorité des pièces du marché, est d'application générale, sauf dans les cas suivants :

- lorsqu'une indication est manifestement erronée, suite par exemple à une erreur de frappe ou d'impression, et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît comme la plus logique sera alors d'application, même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- lorsqu'une indication dans la pièce non prioritaire aboutit à une prestation supérieure,

en cas d'accord intervenu entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire.

Article 7. Prix du marché

Article 7.1. Forme du prix

Le marché est passé à prix global et forfaitaire.

Article 7.2. Mode d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres initiales appelé " Mo " (mois de référence).

Article 7.3. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, le prix est réputé comprendre toutes sujétions et toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais généraux, impôts et taxes, marge pour risques et bénéfices, ainsi que tous les frais afférents à la prestation elle-même et notamment :

- Les frais de personnels,
- Les frais de déplacements,
- Les frais d'assurances,

- Les frais nécessaires à l'envoi de documents au CNM

etc.

En complément de l'article **10.1.3 du CCAG PI**, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- **En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire**, le prix du marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- **En cas de sous-traitance** le prix du marché est réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

De plus, les prix sont réputés inclure : (i) les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ; (ii) **la cession des droits de propriété intellectuelle** ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-PI ; (iii) tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ; et (iv) toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

Article 8. Modalités de règlement de prestations

Article 8.1. Paiement

Le prestataire sera rémunéré sur présentation de facture après la validation des livrables pour l'Acheteur.

Article 8.2. Paiement des cotraitants

Paiement des cotraitants solidaires : A compte unique désigné par le mandataire.

Paiement des cotraitants conjoints : A compte séparés ou à compte unique selon la convention de groupement liant les entreprises.

Modalité de règlement des pénalités :

Le Prestataire sera réglé du montant de ses factures déduction faite des montants des pénalités éventuellement dues, calculés comme indiqués au présent cahier des clauses administratives particulières et ce, quel que soit le type de pénalité.

Article 8.3. Périodicité des paiements

Le prestataire sera rémunéré par échéancier de paiement prévu ci-après :

Nature de la demande de paiement	Date à compter de laquelle le Titulaire peut demander le paiement	Pourcentage du montant forfaitaire HT
Acompte n°1	Après la restitution du rapport avec données brutes +	40%

	synthèse des entretiens (phase 1).	
Acompte n°2	Après la transmission du livrable du rapport intermédiaire et du rapport avec données brutes (phase 2.1)	30%
Solde	Après la restitution du rapport final lors d'une réunion de présentation organisée au CNM (phase 3.2).	30%

Article 8.4. Demandes de paiement

8.4.1 Demande de paiement d'acompte

Conformément à l'article 11.3 du CCAG PI, le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après admission des prestations par le pouvoir adjudicateur. Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

8.4.2 Mentions obligatoires

Les factures comportent, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les mentions obligatoires, à savoir :

- La date d'émission de la facture,
- Le numéro de la facture,
- Le numéro d'engagement juridique à rappeler sur la facture,
- La date de livraison de la prestation de service,
- L'identité du prestataire de services,
- L'identité du client,
- Le numéro d'identification de la TVA,
- La désignation des services rendus,
- Le prix unitaire ou taux horaire HT,
- Le taux de TVA applicable,
- La réduction de prix s'il y a lieu, somme totale à payer HT et TTC.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

8.4.3 Solde du marché

La demande de paiement du solde est établie, conformément à l'article 11.7 du CCAG PI, par le titulaire :

- Dans un délai de 45 jours à compter soit :
 - o de la décision d'admission des prestations ;
 - o de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif ;

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché objet du projet de décompte,

- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - o aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - o au solde du marché.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Le délai de paiement des acomptes est de 30 jours, à compter de la réception de la demande de paiement par l'acheteur.

En cas de groupement d'opérateurs économiques et sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les opérateurs économiques ou sous-traitants payés. Quelle que soit la forme du groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est seule habilité à présenter à l'acheteur les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. **Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG-PI**, le paiement peut être effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

En complément de l'article 12.1.2 du CCAG-PI, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire. L'acheteur peut également procéder à un règlement séparé de chacun des cotraitants. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 11.3.1 du CCAG PI, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par l'acheteur sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification à l'acheteur par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, l'acheteur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché réf. ayant pour objet »

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et les dispositions du Code de la Commande Publique afférentes à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change »

Article 8.5. Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Article 8.6. Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 8.7. Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique parue au Journal officiel du 27 juin 2014
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue obligatoirement au moyen d'une solution mutualisée dénommée « Chorus Pro » accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail
- déposer et mettre à jour son RIB

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Ou <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Article 9. Avances

Il est prévu le versement d'une avance en application conformément à l'article R2191-4 du CCP.

Une avance non obligatoire est prévue pour le titulaire, qui peut l'accepter ou la refuser de manière expresse, dans l'acte d'engagement.

Dans le cas d'un marché à tranches, chaque tranche sera considérée comme un marché distinct pour la mise en œuvre de l'avance. Toutes les modalités définies ci-dessous relative au marché subséquent s'appliquent alors à chacune des tranches affermies.

Montant de l'avance :

Le taux de l'avance est fixé à 20 %.

Conditions de garanties pour le versement de l'avance :

Il n'est pas exigé de garantie en contrepartie de l'avance.

Bénéficiaires de l'avance :

Lorsque le marché est passé avec un prestataire (contractant) unique ou avec des prestataires groupés conjoints ou éventuellement avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou le mandataire et, à celles exécutées par chaque opérateur économique ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux opérateurs économiques ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés directement par le titulaire, par chacun des opérateurs économiques conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations à réaliser par l'ensemble des opérateurs économiques solidaires.

Si les paiements des membres du groupement solidaire sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois au mandataire et à chacun des opérateurs économiques sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables au titulaire du marché.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, si le titulaire, mandataire ou opérateur économique du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restantes dues au titulaire, mandataire ou opérateur économique ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité dans les conditions ci-après : le règlement de l'avance doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution du marché. Le règlement de l'avance interviendra à partir du deuxième acompte.

Modalités de résorption de l'avance :

La résorption de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 65 % du montant du marché

La résorption de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 65 % du montant du marché, s'effectuera selon les modalités suivantes :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations - 65) / 15.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire ou cotraitants).

Article 10. Garantie

Sans objet.

Article 11. Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Article 11.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles à l'accord-cadre.

Article 11.2. Remplacement d'un membre du groupement en cours d'exécution

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement

- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, l'acheteur se réserve la possibilité :

- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ;

- Soit, le membre du groupement qui exécute la part financière la plus importante des prestations restant à réaliser à la date de cette modification devient d'office le nouveau mandataire du groupement dans l'acte d'engagement initial.

- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

Article 11.3. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le membre du groupement solidaire ou du groupement conjoint qui exécute la part financière la plus importante des prestations restant à réaliser à la date de cette modification, deviendra d'office le nouveau mandataire du groupement dans l'acte d'engagement initial.

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, **par dérogation à l'article 3.5 du CCAG PI.**

Article 11.4. Réexamen sur l'augmentation des prix (hors révision des prix)

Les prix contractualisés ainsi que les conditions de leur évolution (fixées ci-dessus) sont intangibles.

Cependant, conformément à l'article 25 du CCAG-PI, en cas de circonstances qui ne pouvaient être prévues, par leur nature ou leur ampleur et qui modifient significativement les conditions d'exécution du marché, les parties devront examiner de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance (dans l'hypothèse d'une augmentation significative et imprévue du prix des matières indispensables à l'exécution des prestations notamment).

Les parties pourront convenir par avenant des modalités de prise en charge des surcoûts indirectement induits par cette circonstance, sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index et indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Dans l'hypothèse d'une augmentation du prix des matières premières indispensables à l'exécution des prestations, dans la mesure où leurs prix sont par nature soumis à des fluctuations cycliques, une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision sera possible que s'il est démontré par le titulaire que la hausse rencontrée pour les matières premières concernées était imprévisible dans

son ampleur et qu'elle a provoqué un déficit d'exploitation. Le cas échéant, cette indemnisation ne concernera qu'une augmentation à titre temporaire. Les prix initiaux restent les prix du marché.

Article 12. Pénalités

Article 12.1. Généralités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à une pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités calculées sont T.T.C., il ne peut jamais être appliqué de T.V.A. au montant des pénalités qui seraient calculées

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être déduites sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de la résiliation.

Article 12.2. Pénalités pour non-respect des échéances intermédiaires (sur la base du planning d'exécution validé par l'Acheteur) et de dépassement des délais d'exécution des prestations (rendu des livrables)

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, le titulaire encourt une pénalité de 150 euros par jour de retard par rapport à la date de remise des livrables telle que prévue dans le planning d'exécution mis à jour et validé par l'Acheteur.

Pour l'application des pénalités de retard, celles-ci résultent de la simple constatation des dépassements de délai sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

Les pénalités pourront être soustraites aux acomptes suivants le constat du manquement entraînant une pénalité ou donner lieu à une demande de remboursement distinct. Cette décision appartient au CNM.

Article 12.3. Pénalités en cas de non-respect des prescriptions du CCTP et/ou des engagements pris par le candidat dans son cadre de réponse technique

Le titulaire encourt une pénalité de 150 euros en cas de non-respect des prescriptions du CCTP ou des engagements pris dans son cadre de réponse technique par manquement identifié.

Article 12.4. Absence à une réunion

En cas d'absence injustifiée et non excusée à une réunion, une pénalité forfaitaire de 50 euros sera appliquée par absence.

Article 12.5. Pénalités diverses

Type de prestation	Point de départ des pénalités	Pénalités
Pénalités pour infraction à la réglementation en matière de sous-traitance	Sur constat de l'infraction	1500 €
Pénalités pour infraction à la réglementation en matière de droit du travail (art. L.8222-6)	Sur constat de l'infraction	3000 €

Article 12.6. Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités de retard n'est pas limité.

Article 12.7. Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est pas prévu de seuil d'exonération des pénalités.

Article 13. Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats

Par dérogation aux articles 32 à 35 du CCAG-PI, le titulaire cède au CNM les droits de propriété intellectuelle associés aux résultants dans les conditions définies ci-dessous.

Le CNM souhaite acquérir les droits de propriété intellectuelle permettant notamment les types d'usage ci-dessous :

1. Identification des droits cédés

Le titulaire cède au CNM l'ensemble des droits patrimoniaux attachés aux résultats de l'étude, et notamment les droits :

- de les reproduire par tout moyen,
- de les représenter,
- de les utiliser et les diffuser,
- de les modifier, les adapter, les traduire, y faire des adjonctions ou suppressions,
- de les incorporer, en tout ou partie, à tout document préexistant ou à créer.

2. Modes d'exploitation des droits cédés

2.1. Le droit de reproduction

Le droit de reproduction des résultats comporte :

- Le droit d'établir ou de faire établir tous les originaux, doubles, copies des résultats par tout moyen et sur tout support, papier ou électronique, en ligne ou hors ligne, et plus généralement sur tout support connu ou à venir,
- Le droit de mettre ou de faire mettre en circulation ces originaux, doubles ou copies des résultats en vue de permettre l'exercice des droits de représentations définis ci-dessous.

2.2. Le droit de représentation

Le droit de représentation comporte :

- Le droit de représenter ou faire représenter les résultats, en tout ou partie, par mise à disposition au public notamment par télédiffusion linéaire ou non, par radiodiffusion linéaire ou non, par voie de presse nationale ou régionale, quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle.
- Le droit de représenter ou faire représenter les résultats, en tout ou partie, dans des conférences, colloques, en France ou à l'étranger, que ces manifestations soient à accès libre ou réservé, à accès payant ou gratuit.
- Le droit d'éditer et de publier les résultats de l'étude dans des revues du CNM ou dans des publications éditées par des tiers.

Le droit de représenter ou de faire représenter les résultats, en tout ou partie, sur réseau numérique, notamment sur les sites internet du CNM et des sites internet de publicité utilisés par le CNM.

2.3. Le droit d'adaptation

Le droit d'adaptation comporte le droit pour le CNM de procéder ou de faire procéder aux traductions, adaptations et additions ou suppressions nécessaires à l'exercice des droits d'exploitation définis ci-dessus.

2.4. Le droit d'utilisation secondaire

Le droit d'utilisation secondaire comporte :

- Le droit d'utiliser ou d'autoriser l'utilisation d'extraits des résultats ainsi que de tout élément entrant dans sa composition et notamment tout ou partie des commentaires qui pourraient en être extraits.
- Le droit d'exploiter tout ou partie des résultats sur tout support connu ou à venir.

3. Lieu de l'exploitation

La présente cession est consentie pour le monde entier.

4. Durée de l'exploitation

La présente cession est consentie pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur.

5. Exclusivité et utilisation par le titulaire

La présente cession de droits est consentie à titre exclusif au CNM. Le titulaire ne peut en aucune façon rendre publics ou communiquer des résultats même partiels de l'étude sans l'accord préalable et exprès de pouvoir adjudicateur. Il ne peut en aucune manière rendre publique l'existence de cette prestation,

notamment dans ses documents commerciaux, sans un accord préalable et exprès du CNM. Toute exploitation commerciale ou non commerciale de cette étude ne peut se faire qu'après accord exprès du CNM.

6. Citation des sources

Le titulaire s'engage à citer dans les documents remis au CNM les sources des études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser.

Article 14. Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de protection des données personnelles pour les traitements qu'ils mettent en œuvre, notamment celles du RGPD et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dans sa version consolidée (ci-après la "loi informatique et libertés") **ainsi que les dispositions prévues à l'article 5.2 du CCAG PI.**

En cas de manquements, la responsabilité personnelle du titulaire ou son sous-traitant peut être engagée conformément aux dispositions pénales de la loi Informatique et Libertés. De même, le marché pourra être résilié en application de l'article 39 du CCAG PI.

Dans le cadre du traitement de données à caractère personnel de l'acheteur par le titulaire, les Parties reconnaissent que l'acheteur est le responsable de traitement et le titulaire est le sous-traitant, au sens du RGPD.

Article 15. Obligations des parties

Article 15.1. Obligations du titulaire

15.1.1. Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations ou de la mise en œuvre d'un ou des phases du projet. Ce devoir de conseil est formel et se retrouve dans la production des différents livrables attendus.

15.1.2. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'entité adjudicatrice tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire sera responsable de la bonne information au comité restreint des nouveaux enjeux et freins rencontrés à chaque étape.

15.1.3. Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'acheteur s'engagent réciproquement au respect des règles relatives aux obligations de confidentialité, dans les conditions définies par l'article 5.1 du CCAG PI.

Le titulaire et l'acheteur sont tenus au secret professionnel (article 226-13 du code pénal), à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les données, faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques et décisions dont ils auront connaissance durant l'exécution du marché.

Ils s'engagent à respecter de façon absolue cette obligation, et à la faire respecter par son personnel ou toute personne extérieure qu'ils mobilisent comme intervenant dans le cadre du présent marché.

Le titulaire et l'acheteur s'interdisent notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du présent marché, ainsi que toute remise de documents relatifs au marché à des tiers. Le non-respect de cette obligation peut entraîner, outre les sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du titulaire conformément à l'article 18 du présent CCAP.

15.1.4. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité et des mesures sanitaires, qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

15.1.5. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est chargé de réaliser les missions qui lui sont confiées en utilisant les moyens et les procédés nécessaires pour fournir des prestations demandées conformément aux spécifications techniques établies dans le cahier des charges. Il doit respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels du marché.

Les prestations doivent respecter l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire doit être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets et lois en vigueur. Les salariés du titulaire doivent être employés régulièrement au regard du code du travail. Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

15.1.6. Obligation d'informer l'Acheteur en cas de changement dans l'entreprise

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG visé, le titulaire se doit d'informer sans délai l'acheteur des modifications ou changements importants dans la forme de sa société.

Le titulaire du marché s'engage à transmettre à l'acheteur, les documents précisant les modifications intervenues.

L'information doit être communiquée à l'acheteur par le titulaire dès qu'il en a connaissance et les documents transmis dès leur établissement.

15.2. Obligation du CNM

Le CNM met à la disposition du titulaire du marché les informations utiles à la réalisation des prestations.

Article 16. Constatations de l'exécution des prestations

Article 16.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérification seront effectuées dans les conditions suivantes :

- Nature des opérations de vérification : vérifications qualitatives et quantitatives
- Lieu des opérations de vérification : CENTRE NATIONAL DE LA MUSIQUE 151-157 avenue de France – 75013 Paris
- Point de départ du délai pour les opérations de vérification :
 - ☐ Il sera fait application de l'article 28.3 du CCAG PI
- Modalités de réalisation des opérations de vérification :
 - ☐ **Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI**, l'acheteur n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. La présence du titulaire à ces opérations n'est pas nécessaire.
- Moment de la vérification :
 - ☐ **Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI**, l'acheteur dispose d'un délai de validation d'un mois.

Article 16.2. Décision après vérification

Lorsque le marché comporte des prestations distinctes, la livraison de chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes. La décision sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG PI.

- **Admission**

Application de l'article 29.1 du CCAG PI.

- **Ajournement**

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG PI, la décision d'ajournement de l'acheteur, prise à l'issue des opérations de vérification, invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de 7 jour calendaire. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 5 jours calendaires, à compter de la notification de la décision d'ajournement.

- **Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG PI, si le titulaire ne présente pas d'observation dans les 7 jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir accepté.

- **Rejet**

Application de l'article 29.4 du CCAG PI.

- **Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux**

Application de l'article 29.5 du CCAG PI.

Article 17. Dispositions diverses

Article 17.1. Forme des notifications et des informations

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Pour les notifications au titulaire de ses décisions, observations ou informations qui font **courir un délai**, l'acheteur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et, le cas échéant, l'heure de leur réception :

- **Remise contre récépissé daté ;**
- **Échanges dématérialisés** datés ou sur supports électroniques via notamment le profil acheteur du pouvoir adjudicateur ou par courriel ;
- **Lettre recommandée avec accusé de réception postal.**

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social. En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification dématérialisée est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur est ainsi adressée, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut d'une consultation dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Lorsque la notification dématérialisée est effectuée par courriel, et en complément de l'article 3.1.2 du CCAG PI, une confirmation automatique ou manuelle de réception devra être émise en réponse par le titulaire. À défaut d'envoi automatique ou de confirmation de réception, le titulaire s'engage à attester par courriel de la réception de la notification concernée. Sans réponse de sa part dans un délai de 5 jours calendaires, la date d'envoi fait foi et constitue le point de départ des délais contractuels faisant l'objet de ladite notification.

Article 17.2. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance¹.

Le pouvoir adjudicateur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise de l'acte de sous-traitance et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le titulaire a l'obligation de déclarer et de faire accepter son sous-traitant par l'acheteur. Il doit également faire agréer les conditions de paiement du sous-traitant. Pour ce faire, il transmettra le formulaire DC4 ou l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

¹ Formulaire DC4 ou équivalent, téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du sous-traitant. L'acheteur peut mettre en demeure tant le titulaire que le sous-traitant de s'acquitter de ses obligations.

Toute sous-traitance occulte engage la seule responsabilité de l'entrepreneur principal.

Le titulaire devra prouver avoir mis un terme à la situation délictuelle dans un délai de 5 jours suivants réception du courrier de mise en demeure. Passé ce délai, l'acheteur procédera à sa discrétion soit :

- **A la résiliation aux frais et risques de l'entreprise, sans indemnité, ni préavis.**
- **A l'application d'une pénalité de 45 000 € qui sera portée à 75 000 € pour l'emploi d'un mineur.**
Le montant de ces pénalités ne peut en aucun cas être supérieur à 90% du montant commandé sur la durée totale du marché.

Ces sanctions pourront être assorties de poursuites judiciaires.

Toutes entreprise faisant travailler un sous-traitant non préalablement agréé se verra infligée les pénalités prévues au présent article.

Le Titulaire est tenu d'informer le CNM de toute modification relative à ses sous-traitants.

Article 17.3. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au pouvoir adjudicateur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire s'engage à remettre, sur simple demande écrite, au pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Il s'engage également à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le montant garanti est au minimum le montant du marché.

Article 17.4. Langues

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectue en français.

Article 17.5. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant en cours d'exécution et qui se rapportent (i) aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ; (ii) à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ; (iii) à sa raison sociale ou à sa dénomination ; (iv) à son adresse ou à son siège social ; (v) aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ; et (vi) de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse : compta@cnm.fr

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Article 18. Résiliation et adaptation /Suspension du marché

Article 18.1. Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées à l'article L2395-2 du Code de la Commande Publique. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire.

Le marché est résilié conformément aux dispositions du CCAG-PI, articles 36 à 42. Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une demande de résiliation du marché notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation.

La résiliation du fait du pouvoir adjudicateur : Lorsque la personne publique résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire et en dehors des cas prévus à l'article 37 du CCAG-PI, elle n'est pas tenue de justifier sa décision. Elle délivre une pièce écrite attestant que la résiliation du marché n'est pas motivée par une faute du titulaire, si ce dernier le demande. Le titulaire est indemnisé dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-PI.

La résiliation aux torts du titulaire : Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire conformément à l'article 39 du CCAG-PI. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. Sauf stipulation différente, le titulaire dispose d'un mois, à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

La résiliation peut avoir lieu dans le cas de circonstances particulières comme stipulées à l'article 37 du CCAG-PI.

En cas de résiliation pour **motif d'intérêt général**, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue au marché sous réserve de la réception des résultats concernés et de leur paiement.

Article 18.2. Adaptation/suspension du marché

Il est attendu du Titulaire qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour assurer, dans la mesure du possible, l'exploitation de ses prestations.

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison de circonstances que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des travaux ou des prestations est prononcée par le maître d'ouvrage par ordre de service de suspension temporaire des prestations.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

La reprise totale sera décidée par l'acheteur qui en informera le titulaire par un nouvel ordre de service de reprise des prestations.

L'acheteur se réserve le droit, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations sans que cette décision d'arrêter ne donne lieu à une indemnité.

Dans un délai qui ne saurait excéder un mois à compter de la décision de suspension des prestations, par dérogation à l'article 24.2 du CCAG PI, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées ainsi que, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un second temps, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché du fait de la suspension et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par cette suspension.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le présent marché.

Article 19. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être communiqué immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire en cas de procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13.

Article 20. Différends et litiges

Le représentant de l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Si un différend survient entre le titulaire et l'acheteur, sous la forme de réserves sous toute autre forme, ou entre le titulaire et l'acheteur, le titulaire rédige un mémoire en réclamation.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. Il transmet son mémoire à l'acheteur et en adresse copie au titulaire.

Si la réclamation porte sur le décompte général du marché, ce mémoire est transmis dans le délai de 45 jours à compter de la notification du décompte général.

Le mémoire reprend, sous peine de forclusion, les réclamations formulées antérieurement à la notification du décompte général et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

Après avis du titulaire, le représentant de l'acheteur notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de 45 jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation par dérogation à l'article 43 du CCAG/PI.

L'absence de notification d'une décision dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du titulaire.

Lorsque le représentant de l'acheteur n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures suivantes.

Procédure contentieuse :

A l'issue de la procédure sus décrite, si le titulaire saisit le tribunal compétent, il ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du marché, le titulaire dispose d'un délai de six mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la décision implicite de rejet pour porter ses réclamations devant le tribunal compétent.

Passé ce délai, il est considéré comme ayant accepté cette décision et toute réclamation est irrecevable.

Article 21. Litiges et contentieux

Le présent marché est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché et au tribunal de grande instance de Paris pour les questions relatives à la propriété intellectuelle.

Tribunal administratif de Paris :
7 rue de Jouy, 75181 Paris cedex 04.
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai peut être prolongé ou raccourci si avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

Article 22. Dérogations aux documents généraux

Les dispositions du CCAG-PI s'appliquent au présent marché, excepté les dérogations prévues dans le présent CCAP.

Articles auxquels il est dérogé	Articles du marché par lesquels sont introduites des dérogations
Article 3.8.2 CCAG-PI	Article 1.8
Article 13.3 du CCAG PI	Article 3.1.2
Article 4.1 CCAG PI	Article 6
Article 12.1 du PI	Article 8.4.3
Article 3.5 du CCAG PI	Article 11.3
Article 14.1.1 du CCAG PI	Article 12.2
Article 14.1.2 du CCAG-PI	Article 12.6
Article 14.1.3 du CCAG PI	Article 12.7
Articles 32 à 35 du CCAG PI	Article 13
Article 28.5 du CCAG PI	Article 16.1
Article 28.2 du CCAG PI	Article 16.1
Article 29.2.1 du CCAG PI	Article 16.2
Article 29.3 du CCAG PI	Article 16.2
Article 24.2 du CCAG PI	Article 19.2
Article 43 du CCAG PI	Article 21